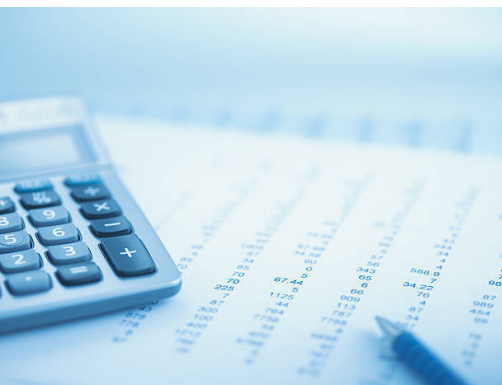
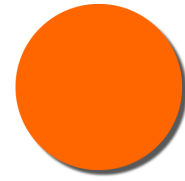


# Leçon 1 : Définition et concepts de base



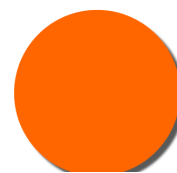
LIGBET Tomekpa Magloire

# Table des matières



<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>I - Définition et concepts de base</b>	<b>4</b>
<b>II -</b>	
<b>1. Définition et objectifs .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Unités et secteurs institutionnels .....</b>	<b>4</b>
<b>3. Circuit économique .....</b>	<b>5</b>

# Introduction



Le présent chapitre traite des concepts et fondements préalables à la compréhension des chapitres suivants. Il a pour but de préparer l'auditeur à acquérir les notions qui lui permettront de bien assimiler la suite du cours.

# Définition et concepts de base



## 1. Définition et objectifs

### Définition

La Comptabilité Nationale est une représentation schématique, globale, « détaillé » et chiffrée de l'activité économique d'un pays. Elle consiste à mesurer les flux monétaires représentatifs d'un pays pendant une période donnée (en général une année – comptes annuels, un trimestre – comptes trimestriels). Elle est ex post, c'est-à-dire une fois la période écoulée. Elle dégage les relations entre les différents agents économiques nationaux et le reste du monde en termes de flux (flux monétaires, financiers et physiques).

La comptabilité nationale prend en compte de nombreux indicateurs macroéconomiques dont le plus important est le Produit Intérieur Brut (PIB) qui correspond à la valeur totale de la production de Biens et Services produits dans le pays au cours d'une année. C'est donc un instrument d'information sur l'évolution de l'économie. Elle permet d'éclairer les choix de l'Etat dans le domaine de la politique économique.

### *Cadre de référence*

Si la comptabilité nationale mesure les performances d'une économie, elle ne permet pas toujours des comparaisons internationales en raison de l'existence des différents systèmes. C'est pourquoi, pour des soucis d'universalité, de transparence, et d'harmonisation avec les autres méthodologies des statistiques économiques et sociales notamment la balance des paiements, les finances publiques, les statistiques monétaires et financières, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a mis en place un système commun pour ses Etats membres appelé le Système de la Comptabilité Nationale (SCN). On parle de système pour dire le cadre (règles, conventions, définitions, concepts, recommandations...) dans lequel les comptes sont faits. La dernière version en vigueur est le SCN 2008 dont le premier volume est apparu en décembre 2008 et le second en février 2009. Il sert aussi de cadre d'élaboration des comptes satellites (environnement, tourisme, santé, éducation...).

## 2. Unités et secteurs institutionnels

### *Unités et secteurs institutionnels*

Les différents agents économiques sont regroupés dans les différents ensembles baptisés unités institutionnelles (U.I). Elles constituent les unités de base de la comptabilité nationale.

Une unité institutionnelle est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités. Elle dispose d'une comptabilité complète ou au moins qu'elle serait capable d'établir une comptabilité pertinente du point de vue économique ou juridique.

Exemple : citer les unités institutionnelles dans votre pays.

L'économie nationale (OS1) est l'ensemble des unités institutionnelles résidentes sur le territoire économique.

Les unités institutionnelles sont regroupées en groupes homogènes appelés Secteurs institutionnels. Les critères de regroupement sont la fonction économique principale, le comportement et les objectifs principaux. La fonction économique étant l'activité de l'unité institutionnelle.

Selon le SCN 2008, on distingue cinq (5) secteurs institutionnels résidents s'excluant mutuellement :

- Les Sociétés non financières (SNF)
- Les Sociétés Financières (SF)
- Les Administrations Publiques (APU)
- Les Ménages (MEN)
- Les Institutions Sans But Lucratif (ISBL - les administrations privées)

**TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Secteur Institutionnel	Éléments récapitulatifs du comportement économique	
	Fonction principale	Ressource principale
Sociétés non financières	Produire des biens et services marchands non financiers	Vente de produits
Sociétés financières	Fournir les services d'intermédiation financière. Exercer les activités d'auxiliaires financières, Pratiquer l'assurance	Commissions prélevées et fonds nets dégagés par l'intermédiation (intérêts reçus moins intérêts versés), Activité d'assurance (primes moins sinistres payés)
Administrations publiques	Fournir les services non marchands à la collectivité ou aux ménages, redistribuer le revenu et la richesse	Versements obligatoires effectués par les autres secteurs institutionnels
Ménages	Consommer les biens et services	Salaires, revenu du patrimoine, transfert et vente des produits (entrepreneur individuel)
Institutions sans but lucratif	Procurer des biens et services à leurs membres ou à d'autres ménages gratuitement, ou à des prix non significatifs	Contributions volontaires des membres et revenus de la propriété

Les secteurs institutionnels sont complétés par le Reste du Monde (RDM - 0S2). Ce secteur regroupe ainsi les unités institutionnelles non-résidentes qui effectuent des opérations avec l'économie nationale. Il s'agit d'un faux secteur puisque les opérations ne sont pas décomposées en distinguant dans les catégories d'unités institutionnelles c'est-à-dire il n'y a pas de compte des ménages, des sociétés, des Administrations du reste du monde : il y a des comptes des relations avec le reste du monde.

### 3. Circuit économique

La comptabilité nationale donne une représentation de l'économie en forme de circuit. Le circuit économique est une présentation des mouvements de flux (ou circulation) de produits, de revenus, de signe monétaire et financier dans l'économie. Il décrit les relations en termes d'opérations entre les unités institutionnelles.

#### *Flux et stocks*

Le flux est une grandeur mesurée au cours d'une période de temps alors que le stock

représente la situation à un moment précis dans le temps. Les stocks sont le résultat de l'accumulation d'opérations et d'autres flux antérieurs, et ils sont modifiés par des opérations et d'autres flux intervenant au cours de la période. Le stock de capital à une date donnée représente l'accumulation des investissements à cette date alors que investissement (apport de capital) d'année est un flux.

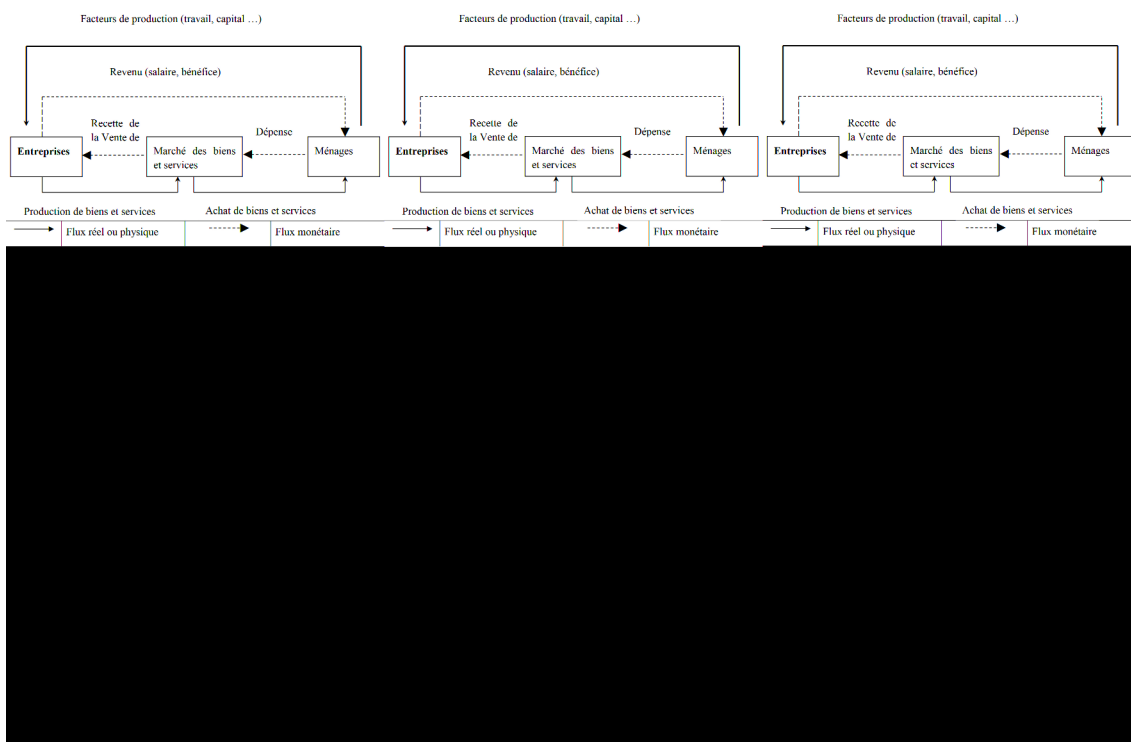
Il existe trois types de flux :

- Les flux réels ou physique portent sur les biens et services ;
- Les flux monétaires sont en général la contrepartie des premiers ou sans contrepartie ;
- Les flux financiers portent sur les créances et dettes.

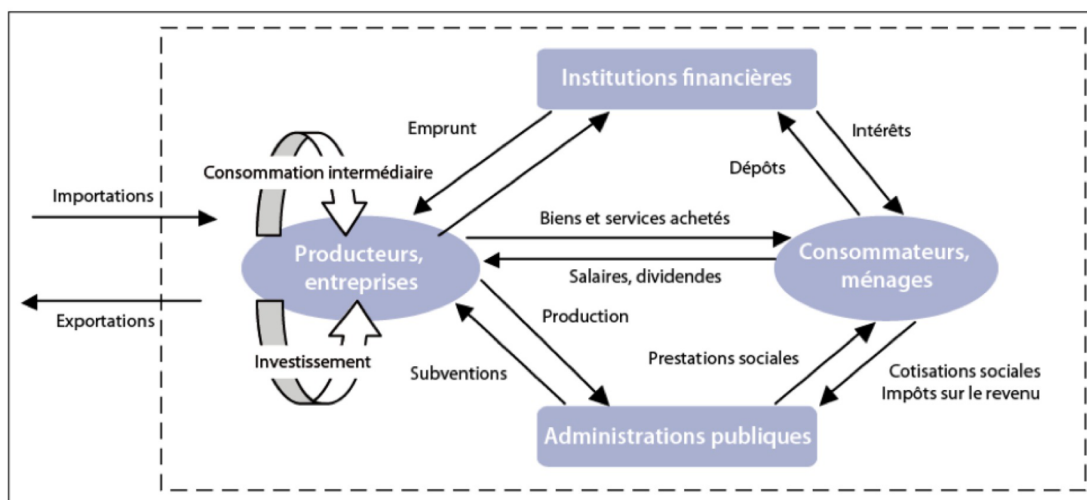
## Exemple

Prenons l'exemple d'une économie dans laquelle l'on a des entreprises et des ménages uniquement. Les entreprises créent des biens et services (flux réels) et les revenus (flux monétaires). Ces revenus sont perçus par les ménages en échange des facteurs de production (travail et capital) qu'ils fournissent aux entreprises.

Facteurs de production (travail, capital ...)



## Exemple : Commenter le circuit économique suivant



### *Moment d'enregistrement*

De façon générale en comptabilité nationale, l'enregistrement se fait sur le principe des droits obligations. La comptabilité sur la base des droits et obligations enregistre les flux au moment où la valeur économique est créée, transformée, échangée, transférée ou s'éteint. Cela signifie que les flux qui impliquent un transfert de propriété sont enregistrés au moment où il a lieu, les services sont comptabilisés au moment où ils sont fournis, la production est entrée au moment où un produit est créé et la consommation intermédiaire est enregistrée au moment où les matières premières ou les fournitures sont utilisées. C'est la méthode recommandée par le SCN.

Ce mode d'enregistrement s'oppose à la comptabilité sur une base de caisse qui n'enregistre que les paiements/recettes en espèces, au moment où ils ont effectivement lieu. Largement utilisé en finances publiques, il n'est pas recommandé par le SCN. Néanmoins, il est admis pour ce qui est des recettes fiscales pour éviter d'avoir des montants fiscaux élevés qui ne seront jamais recouverts.